

La Sorbonne n'était qu'un épisode de la communication présidentielle, pas le signal d'une ambition. Le gouvernement s'est saisi du scandale des étudiants privés de place dans les universités par le système APB pour mettre en place des procédures qui excluront des centaines de milliers d'entre eux de l'enseignement supérieur de leurs rêves. « *Du vice de forme, faisons la loi fondamentale* », s'est empressé de suggérer un conglomérat de réactionnaires désireux de protéger une chasse gardée des élites et de libéraux fanatiques de la concurrence et de l'austérité. Les uns et les autres tressent un tamis de « *prérequis et d'attendus* », un charabia qui masque la mise en place d'une sélection enfermant les jeunes dans les rails que d'autres traceront. Les universités étranglées par le manque de moyens auront la



Bruno Arbesu

ÉDITORIAL

Par Patrick Apel-Muller

Un sinistre tri sélectif

charge de couper les ailes et d'adapter la demande à leur offre. Le virus de la concurrence risque encore d'amplifier la sélection.

Ce projet constitue un complément de la déstructuration du travail engagée par Emmanuel Macron. Pourtant, les mutations accélérées des métiers, l'explosion des technologies, mais aussi des besoins collectifs et des savoirs, requièrent toujours plus de jeunes dans l'en-

seignement supérieur, capables de s'adapter aux changements tout au long de leur vie professionnelle, dotés des connaissances générales nécessaires et de parcours sécurisés. Néanmoins le président préfère le tri sélectif : les rejetons des « *premiers de cordée* » auront des chemins balisés, tandis que les enfants de ceux qui « *ne sont rien* » resteront dans des voies de traverse, des impasses ou des parcours obligés.

Le pouvoir parie sur la peur de l'échec ou le découragement pour imposer son projet. Mais il ne suffira pas d'une communication péripatéticienne dans un palais de la République pour faire disparaître l'envie renouvelée de chaque génération de « *vivre à plein bras de lumière* », selon le mot de Tristan Tzara. La rentrée de janvier sera scrutée... ●

Doulevant-le-Château (Haute-Marne), envoyé spécial.

Pour la seconde fois en un an, les machines d'Eurofence se sont tues. Les bobines ont cessé de dévider sur 80 mètres leurs fils de métal pour que les presses les transforment en clôtures. Le bal des grillages suspendus, passant de sableuses en mise en peinture et plastification, s'est figé dans les ateliers de thermolaquage et plasturgie. Les soudeurs ont posé leurs masques de protection et la plateforme logistique, en bout de site, s'est immobilisée. Jeudi dernier, le silence s'est à nouveau abattu sur cette usine de Haute-Marne, spécialiste de la clôture rigide et du portail sur mesure. Mais contrairement à il y a un an, les bouchons de champagne ont brisé joyeusement la mise en chômage technique et volontaire du site.

Pour Eurofence, ou plutôt LES Eurofence, l'heure était à la fête. Au bout de leur première année de reprise de l'entreprise sous forme de société coopérative et participative (Scop), ils ont pris le temps de fêter leur premier exercice positif depuis 2005, avec tous ceux qui, de près ou de loin, les ont aidés à structurer leur aventure. Après douze ans de vente en revente, de reprenneur passif, de résultats négatifs en espoirs envolés, la dernière usine d'ampleur dans ce triangle rural entre Troyes, Saint-Dizier et Chaumont va enfin pouvoir payer des impôts sur les sociétés. Onze millions de chiffre d'affaires étaient prévus pour 2016. Ce sera finalement douze millions. De quoi envisager trois nouvelles créations de postes en CDI, après la dizaine de renforts précédents (trois CDI, trois CDD et des intérimaires) pour faire face au carnet fourni des commandes, ainsi qu'un plan d'investissement sur trois ans de 2,2 millions d'euros pour moderniser l'outil industriel.

Soudier le territoire autour du projet

Il y a un an, on était loin de ces lendemains qui chantent. « *On a arrêté les machines le 1^{er} décembre 2016 en même temps qu'on a reçu nos lettres de licenciement, se souvient Guy, magasinier, vingt-sept ans d'ancienneté. À une époque, on était 150 salariés et on touchait la participation. Mais depuis la première vente en 2005, c'est allé de mal en pis. On a dû arrêter les machines. Le liquidateur judiciaire nous a permis de les faire tourner un peu pour qu'elles ne s'abiment pas. Mais le 8 décembre, on a tout fait repartir.* »

INDUSTRIE

Chez Eurofence, c'est Scop et encore

Depuis qu'elle a été reprise en coopérative par ses salariés il y a un an, l'usine de Haute-Marne engrange des bénéfices, embauche et maintient le tissu économique local.



« Pour les salariés sociétaires, il est désormais question de partage, de progrès et de respect pour toute la vie ».

La Scop a alors pris son envol. Rétrospectivement, ce petit miracle donne tous les ingrédients d'une reprise réussie. Celle-ci nécessite d'abord un collectif soudé autour de quelques éléments moteurs. « *Fin 2015, quand l'ancien directeur général a été révoqué, on s'est tous réunis et on s'est fait la promesse qu'on s'en sortirait collectivement*, explique Matthieu Escudié, ex-directeur industriel avec dix-sept années d'ancienneté, devenu DG de la coopérative. *De plan C, la Scop est de-*

venue un plan B, puis le plan A quand il n'y a plus eu de reprenneur possible. » À partir de l'été 2016, les réunions entre salariés se sont enchaînées. « *On savait déjà où on allait avant la présentation du projet en septembre 2016* », se souvient Hamdane, technicien de maintenance.

Autre ingrédient : souder le territoire autour du projet. En ces terres délaissées par les entreprises comme les services publics, où le vote FN atteint des sommets, la mobilisation s'est faite à bas bruit. « À

quelques mois de la présidentielle, on savait que faire brûler des palettes devant l'usine serait inutile. On allait avoir les visites des candidats, avec zéro résultat derrière. On s'est adressé aux gens qui pouvaient vraiment nous aider », décrit Bruno Caille, directeur commercial et marketing, autre pilier de la reprise. Alerté dès le premier semestre 2016, le préfet a mobilisé le commissaire au Redressement productif et saisi le tribunal de commerce, qui a maintenu l'activité durant deux mois. Le temps de boucler le projet de reprise avec l'aide de la région et de l'union régionale des Scop du Grand-Est, des financeurs et banques (4 millions à trouver) et le coup de main de Pôle emploi et de la Direccte pour licencier aussi vite que réembaucher. Les clients sont eux aussi restés au soutien. Patron de l'entreprise éponyme, Éric Laveaux se souvient que « *des concurrents d'Eurofence sont passés chez nous avec des prix très offensifs. Mais on voulait les soutenir et aujourd'hui on les applaudit. Leurs délais de livraison sont nickel, encore mieux qu'avant. Ils sont beaucoup plus impliqués dans tout ce qu'ils font* ».

« Le mot patron, qui vient de pater, le père, a définitivement disparu de leur vocabulaire. »

La reprise dans le BTP a donné le dernier coup de pouce. « *On a fait une bonne année, sourit Inge Minderaa, responsable logistique. Mais on n'a de la visibilité que sur six semaines. Ce n'est pas suffisant quand on sait qu'il nous faut trois semaines de la commande à la livraison d'un portail.* » D'où le plan d'investissement, en lien avec le programme de l'Industrie du futur et la région. La formation à la vie coopérative est l'autre chantier à ouvrir. Autant la première assemblée générale de la Scop a géré l'urgence, autant la seconde de juillet prochain nécessite aux soixante-trois sociétaires de mieux comprendre le fonctionnement de la Scop, pour qu'ils soient mieux à même de décider. Président de l'Urscop du Grand-Est, Hervé Maréchal synthétise : « *Le mot patron, qui vient de pater, le père, a définitivement disparu de leur vocabulaire. Pour les salariés sociétaires, il est désormais question de partage, de progrès et de respect pour toute la vie.* » ●

STÉPHANE GUÉRARD